



## Bibliographie

### Discriminations et accès au droit

décembre 2018

Cette sélection bibliographique a été réalisée grâce à la base de données bibliographiques mutualisée du Réseau Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration (RECI), consultable sur : <http://biblio.reseau-reci.org>

### CADRE REGLEMENTAIRE

#### **Loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et la résolution amiable des conflits**

Clarifie la notion d'accès au droit et donne un nouvel essor aux Conseils départementaux de l'accès au droit.  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000758801>

#### **Décret n°99-706 du 3 août 1999 relatif au Conseil national de l'aide aux victimes**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000577807&dateTexte=>

#### **Loi n°2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances**

Elle autorise la pratique des tests de discrimination et rend le CV anonyme obligatoire pour toutes les entreprises de plus de 50 salariés.  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000268539>

#### **Circulaire du 11 juillet 2007 relative à la création de pôles anti-discrimination au sein des Parquets.**

<http://www.textes.justice.gouv.fr/autres-textes-10182/depeche-precisant-la-mise-en-place-de-poles-anti-discriminations-14410.html>  
[http://www.citoyens-justice.fr/storage/fichiers/circ\\_110707\\_discriminations.pdf](http://www.citoyens-justice.fr/storage/fichiers/circ_110707_discriminations.pdf)

#### **Loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations**

Mise en conformité avec la législation européenne, la loi définit également la discrimination indirecte et allonge la liste des critères.  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018877783>

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET). **Nouveau cadre de référence de la lutte contre les discriminations au sein de la politique de la ville : les enjeux de la nouvelle contractualisation**, 2014, p. 28.

Le nouveau cadre de référence proposé par le Commissariat à l'égalité des territoires, sur la lutte contre les discriminations rappelle que la discrimination est un délit. Il s'agira de promouvoir une politique territorialisée de prévention des discriminations au sein du futur contrat de ville, dans l'objectif de garantir l'égalité de traitement de tous les habitants. Elle devra donc être intégrée dans les projets de territoire, et à terme, chaque contrat de ville devra disposer d'un plan territorial de lutte contre les discriminations. Il préconise de s'appuyer sur une approche intégrée pour garantir la mise en œuvre de cette politique de lutte contre les discriminations. Il rappelle également le rôle de chacun des différents niveaux territoriaux. Quatre fiches outils viennent compléter le document.

[http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cadre\\_de\\_reference\\_discrimination\\_23\\_06\\_2014.pdf](http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cadre_de_reference_discrimination_23_06_2014.pdf)

### **Loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine**

Revient, dans son article 1, sur la nécessité de « garantir aux habitants des quartiers défavorisés l'égalité réelle d'accès aux droits, à l'éducation, à la culture, aux services et aux équipements publics ».

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028636804&categorieLien=id>

### **CGET, Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté, 2016.**

Ce dossier en ligne présente les mesures des 3 comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté (CIEC) du 13 avril 2016, du 26 octobre 2015 et du 6 mars 2015 ainsi que l'état d'avancement des mesures de chacun.

<http://www.cget.gouv.fr/dossiers/comites-interministeriels-legalite-citoyennete>

### **Loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté**

Ce texte est la traduction législative d'une partie des mesures issues des Comités interministériels à l'égalité et à la citoyenneté des 6 mars et 26 octobre 2015. La loi consacre 3 priorités indispensables pour retisser les liens de la communauté nationale : la citoyenneté et à l'émancipation des jeunes, le logement pour lutter contre la "ghettoïsation" de certains quartiers et l'égalité réelle.

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2017/1/27/2017-86/jo/texte>

### **Décret n° 2017-143 du 8 février 2017 portant création du comité interministériel de l'aide aux victimes**

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000034016594&dateTexte=20171122>

### **Charte nationale de l'accès au droit du 21 février 2017**

Institue « l'aide à l'accès au droit comme étant un vecteur de socialisation et d'insertion, un facteur de cohésion sociale ainsi qu'un outil de lutte contre les facteurs d'exclusion et de discrimination ».

[http://www.justice.gouv.fr/art\\_pix/charte\\_nationale\\_acces\\_droit\\_20170221.pdf](http://www.justice.gouv.fr/art_pix/charte_nationale_acces_droit_20170221.pdf)

### **Décret n° 2017-1240 du 7 août 2017 relatif au délégué interministériel à l'aide aux victimes**

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/8/7/2017-1240/jo/texte>

## **DISCRIMINATIONS**

### **Généralités**

ARNOULET Emilie, Coordinatrice; VITEAU Julien, Coordinateur, **Les discriminations : comprendre, agir, accompagner**, in *Formation et territoire*, n°11, décembre 2006, 128 p.

Ce n°11 de la revue Formation et territoire aborde les discriminations dans une double perspective d'action et de réflexion. La première partie, intitulée "comprendre" s'interroge sur les conditions et le sens de l'apparition de la discrimination. Les contributions de la seconde partie -"Agir"- détaillent des stratégies de lutte contre les discriminations en entreprises ou dans les services d'emploi et/ou d'accompagnement. Enfin la troisième partie -"accompagner"- concerne les victimes de discriminations.

[http://www.arifor.fr/IMG/pdf/formation\\_territoire\\_11.pdf](http://www.arifor.fr/IMG/pdf/formation_territoire_11.pdf)

BEAUCHEMIN Cris, HAMEL Christelle, LESNE, Maud, SIMON Patrick, **Les discriminations : une question de minorités visibles**, in *Population et sociétés*, n°466, avril 2010, 4 p.

Les chances d'obtenir un travail ou un logement, ou tout simplement un service auquel on a droit, varient selon le sexe, la situation de famille, l'origine, l'apparence physique, etc. L'enquête Trajectoires et Origines (TeO), menée en 2008 par l'Ined et l'Insee, permet de dépasser le simple constat des discriminations pour étudier en détail le rôle des différents facteurs. Les auteurs de l'enquête nous livrent ici les premières analyses des déclarations de discriminations subies par les personnes interrogées.

[http://www.ined.fr/fichier/t\\_publication/1504/publi\\_pdf1\\_466.pdf](http://www.ined.fr/fichier/t_publication/1504/publi_pdf1_466.pdf)

BERENI Laure, CHAPPE Vincent-Arnaud, « **La discrimination, de la qualification juridique à l'outil sociologique** », Politix 2/2011 (n° 94), p. 7-34

Cet article propose une réflexion théorique sur les enjeux de l'acclimatation de la notion de discrimination en sociologie, en prêtant une attention particulière aux rapports que cette catégorie entretient avec le droit. L'article plaide en faveur d'un usage contrôlé et réflexif de la notion de discrimination, pleinement attentif à l'usage que cette catégorie fortement marquée par le droit fait de l'analyse sociologique des rapports de pouvoir et des inégalités sociales. Après un retour sur le cadre juridique de la discrimination, il présente les appropriations qui ont été faites de cette notion en sociologie, des deux côtés de l'Atlantique. Ces questionnements théoriques éclairent, ensuite, la présentation des principaux axes problématiques qui traversent la littérature américaine et française en sociologie du droit de la non-discrimination. (résumé auteur) - <https://www.cairn.info/revue-politix-2011-2-page-7.htm>

CERRATO-DEBENEDETTI Marie-Christine, « **La lutte contre les discriminations ethno-raciales en France - De l'annonce à l'esquive (1998-2016)** », Res Publica, 2018

Annoncée en France en 1998 sous impulsion européenne, la lutte contre les discriminations raciales n'a jamais été véritablement portée par un gouvernement. L'ouvrage analyse, à différentes échelles d'intervention, les processus multiples de refoulement de la discrimination ethno-raciale : la dilution et l'euphémisation du problème pour en extraire sa dimension ethno-raciale, l'éviction du débat politique par des instruments consensuels, enfin la délégation de l'action à des experts et aux territoires. (résumé éditeur)

FASSIN Didier, **L'invention française de la discrimination**, Revue française de science politique, 4/Vol. 52, 2002, pp. 403-423.

Annoncée en France en 1998 sous impulsion européenne, la lutte contre les discriminations raciales n'a jamais été véritablement portée par un gouvernement. L'ouvrage analyse, à différentes échelles d'intervention, les processus multiples de refoulement de la discrimination ethno-raciale : la dilution et l'euphémisation du problème pour en extraire sa dimension ethno-raciale, l'éviction du débat politique par des instruments consensuels, enfin la délégation de l'action à des experts et aux territoires. (résumé éditeur) [www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2002-4-page-403.htm](http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2002-4-page-403.htm).

## Etat des lieux

BEAUCHEMIN Cris, HAMEL Christelle, SIMON Patrick, HERAN François, **Trajectoires et origines : enquête sur la diversité des populations en France**, Paris, Ined éditions, 2015, 622 p. (Grandes enquêtes)

Cet ouvrage présente les résultats de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) réalisée auprès de 22000 personnes afin d'avoir des connaissances statistiques sur la situation des populations liées à l'immigration, sur la diversité des populations en France, et sur les discriminations. Un des apports majeurs de cet ouvrage est qu'il combine l'approche objective et subjective de la discrimination en étudiant pour la première fois l'expérience du racisme subi. Les contributions sont organisées autour de cinq parties : diversité des origines et des trajectoires ; l'accès aux ressources scolaires, sociales et professionnelles ; les dynamiques familiales ; discrimination et racisme : la prise en compte des perceptions ; questions d'identités.

France Stratégie, **Le coût économique des discriminations**, Paris, France Stratégie, septembre 2016, 122 p.

France Stratégie, organisme de réflexion rattaché au Premier ministre, a remis un rapport aux ministres du Travail et de la Ville, soulignant l'impact des inégalités sur le marché du travail et notamment le coût qu'elles représentent pour l'économie nationale. Pour ce faire, France Stratégie a notamment travaillé à partir des données de l'enquête emploi de l'Insee, chiffrant dans le temps les écarts de salaire sur un même poste, mais aussi les écarts de taux de chômage entre enfants d'immigrés, personnes vivant en zones urbaines sensibles, femmes, et hommes sans ascendance migratoire directe. Pour les auteurs, ce sont les discriminations les plus importantes et les plus pénalisantes puisque l'on sait que l'insertion dans l'emploi conditionne l'intégration dans la vie sociale (accès au logement, aux soins...).

La correction de ces inégalités permettrait de réaliser un gain compris entre 3,6% et 14% du PIB. Pour conclure, « quel que soit le scénario retenu, la réduction des discriminations représente une vraie réserve de croissance. Un plan de lutte national aurait ainsi le mérite de faire converger justice sociale et bénéfice économique. »

[http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/19-09-2016\\_fs\\_rapport\\_cout\\_economique\\_des\\_discriminations\\_final\\_web\\_0.pdf](http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/19-09-2016_fs_rapport_cout_economique_des_discriminations_final_web_0.pdf)

Le Défenseur des droits, l'Organisation internationale du travail pour la France, **10<sup>e</sup> Baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi : enquête auprès des demandeurs d'emploi**, Paris, mars 2017, 22 p.

Cette 10<sup>ème</sup> édition présente une photographie générale des représentations et expériences de discrimination dans le milieu professionnel et développe une approche intersectionnelle pour donner à voir l'hétérogénéité des inégalités de traitement selon les groupes sociaux.

[https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/enquete-ead\\_vol\\_3\\_-\\_oit.pdf](https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/enquete-ead_vol_3_-_oit.pdf)

Le Défenseur des droits, **Bilan annuel d'activité 2016**, Paris, février 2017, 150 p.

En plus de décrire exhaustivement ce qu'est le défenseur des droits et ce qu'il a fait en 2016, le rapport de 2016 accorde une grande place à l'accès au droit, qui a tendance à reculer. Il revient également sur l'actualité terrible de 2016 qui a conduit le Défenseur des droits à se prononcer sur l'équilibre entre les exigences de la sécurité et le respect des garanties des libertés fondamentales.

<http://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/raa-2016-num-20.02.2017.pdf>

LE GALLO Julie, L'HORTY Yannick, Du PARQUET Loïc, PETIT Pascale, **Les discriminations dans l'accès au logement en France : Un testing de couverture nationale**, Travail, emploi et politiques publiques (TEPP), 2017, 41 p.

Dans cette étude, nous mesurons l'ampleur de la discrimination dans l'accès au logement du parc privé à l'aide d'un testing de couverture nationale, qui est représentatif de chacune des 50 plus grandes aires urbaines de France métropolitaine, tout en couvrant un large spectre de motifs de discriminations : l'âge, l'origine, le lieu de résidence, le statut de fonctionnaire et leurs combinaisons. Le protocole de testing mis en place permet non seulement de mesurer les différentes formes de discrimination dans l'accès au logement et leurs combinaisons mais aussi d'analyser les déterminants de ces discriminations.

[http://www.tepp.eu/doc/users/268/bib/dalton\\_en\\_france\\_1311.pdf](http://www.tepp.eu/doc/users/268/bib/dalton_en_france_1311.pdf)

## Lutter contre les discriminations

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), **Combattre les inégalités femmes-hommes dans les territoires fragiles**, in *En Bref* n°6, octobre 2015, 4 p.

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les espaces très peu denses, l'accès des femmes à l'emploi reste difficile. C'est pourquoi le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a fait de l'égalité femmes-hommes une priorité transversale notamment en matière d'éducation, de formation et d'emploi. Ce numéro d'En Bref permet de prendre la mesure des inégalités femmes-hommes et présente les moyens mobilisables par les différents acteurs, publics et privés, pour mieux les combattre. (Source : éditeur)

<http://www.cget.gouv.fr/sites/default/files/pdf/actualite/464/bref-06-cget-10-2015.pdf>

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), **Guide pratique de lutte contre les discriminations : L'essentiel**, 2017, 47 p.

Ce guide, présenté le 23 février 2017 par Hélène Geoffroy, secrétaire d'État chargée de la ville, a pour objectif d'identifier, prévenir et lutter contre toutes les formes de discriminations. Il s'adresse prioritairement aux services de l'État, aux opérateurs de service public, aux associations et aux élus locaux, mais a vocation à s'étendre vers le tissu associatif et les services municipaux et paramunicipaux en charge de produire un plan local de lutte contre les discriminations, dont le présent guide pourrait constituer une annexe ou une ressource clé pour son élaboration. Il a une double vocation : offrir un panorama transversal des principaux dispositifs portés par l'ensemble des ministères en matière de lutte contre les discriminations ; constituer une boîte à outils permettant d'identifier les mesures, les acteurs et les documents pertinents pour former, se former et accompagner les victimes de discriminations. Il s'organise autour de quatre chapitres : qu'est-ce que la discrimination ? Mieux comprendre pour mieux combattre ; se former pour savoir comment lutter contre les discriminations ; les outils de lutte contre les discriminations ; les dispositifs de lutte contre les discriminations.

[http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/guide\\_pratique\\_de\\_lutte\\_contre\\_les\\_discriminations.pdf](http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/guide_pratique_de_lutte_contre_les_discriminations.pdf)

JEUDEVI, TOPIK, **Prévenir et lutter contre les discriminations et les rapports de domination – Petit traité à l’usage des actrices et acteurs jeunesse**, DRJSCS Bretagne, avril 2013.

<http://www.jeudevi.org/wp-content/uploads/2015/03/Pr%C3%A9venir-et-lutter-contre-les-discriminations-et-les-rapports-de-dominacion.pdf>

Ce guide a pour objectif de sensibiliser les actrices et les acteurs jeunesse à la lutte contre les discriminations et de leur fournir des clés pour identifier, comprendre et agir contre les discriminations qu’ils rencontrent à travers leurs activités. Le guide est complété par un inventaire de plus de 210 outils et ressources directement accessibles par les jeunes et les professionnels, en Bretagne et au-delà. Le guide et l’inventaire sont régulièrement actualisés.

Le Défenseur des droits, **Agir contre les discriminations et le harcèlement dans la fonction publique territoriale**, Paris, 2017

Ce guide pratique offre les clés et les outils pour prévenir les discriminations et le harcèlement et favoriser l’égalité de traitement dans la gestion des ressources humaines. En montrant le caractère essentiel d’une politique de non-discrimination à l’échelle de chaque territoire, en rappelant le droit de la non-discrimination et en donnant à voir des guides pratiques identifiées, ce guide apporte des outils de promotion de l’égalité.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32399](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32399)

SHEPPARD, Colleen, **Contester la discrimination systémique au Canada : Droit et changement organisationnel**, La Revue des Droits de l’Homme, 2018

Cet article explore le sens et les complexités du concept de discrimination systémique en tant qu’outil de compréhension de l’exclusion et de l’inégalité dans les institutions de la vie quotidienne (écoles, universités, lieux de travail). Il évalue certaines des difficultés rencontrées lors de l’adoption de différentes approches normatives pour réparer et prévenir la discrimination systémique organisationnelle. Cet article analyse plus précisément le modèle du litige basé sur des plaintes, les initiatives réglementaires proactives comme l’équité salariale ou l’action positive ainsi que les régimes juridiques institutionnels informels.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32393](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32393)

## L’expérience de la discrimination

### Le ressenti ou sentiment de discrimination

BRINBAUM Yaël, SAFI Mirna, SIMON Patrick, **Les discriminations en France : entre perception et expérience**, Paris, Institut national d’études démographiques (INED), Institut National de la statistique et des études économiques (INSEE), 2012, 34 p. (Documents de travail, 183)

Ce document est une analyse des résultats préliminaires de l’enquête Trajectoires et origines - enquête sur la diversité des populations en France, coproduite par l’INED et l’INSEE et réalisée entre septembre 2008 et février 2009. La prise en compte du phénomène discriminatoire par les instances politiques étant aujourd’hui réelle, particulièrement en France, et pour ajuster les actions non -discriminatoires, il est nécessaire d’établir des mesures au plus près de la réalité, réalité difficile à appréhender. Le choix des critères d’évaluation en est d’autant plus difficile. C’est pourquoi les auteurs après avoir présenté les différents types de mesure actuellement utilisés, et préconisé le croisement de ceux-ci, apportent leur contribution et tirent les constats de cette enquête permettant de mieux approcher la réalité des phénomènes discriminatoires.

[http://teo.site.ined.fr/fichier/s\\_rubrique/20256/doc.travail.183.fr.pdf](http://teo.site.ined.fr/fichier/s_rubrique/20256/doc.travail.183.fr.pdf)

BRINBAUM Yaël, GUEGNARD Christine, **Effets du lieu de résidence en ZUS sur les parcours et le sentiment de discrimination des jeunes issus de l’immigration**, Dijon, Institut de Recherche sur l’Education, mai 2015, 13 p. (Les Documents de Travail de l’IREDU 2015/3)

Les trajectoires professionnelles des jeunes sont influencées par de multiples contraintes qui tiennent à leurs caractéristiques, à leur cursus scolaire antérieur et aussi à l’espace social et économique dans lequel

ils évoluent. Les jeunes issus de l'immigration sont davantage pénalisés pour trouver un emploi, de manière accentuée s'ils sont originaires du Maghreb et d'Afrique subsaharienne et résident dans des quartiers défavorisés. Un chômage persistant et des orientations contraintes au cours de leur formation initiale induisent un sentiment de discrimination à l'embauche éprouvé par ces jeunes. (résumé auteur)

[http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications\\_iredu/documents\\_travail\\_iredu/DT\\_2015-3.pdf](http://iredu.u-bourgogne.fr/images/stories/Documents/Publications_iredu/documents_travail_iredu/DT_2015-3.pdf)

CUTURELLO Paul, **Discriminés: l'un se déclare, l'autre pas. Les jeunes d'origine maghrébine face aux discriminations** Communication présentée lors du colloque ARDIS "Discriminations : état de la recherche", session *Le sentiment de discrimination*, décembre 2013, 16 p.

Dans le cadre de l'enquête génération 98, invités à répondre à la question « estimez-vous avoir été victime, au moins une fois, de discrimination à l'embauche ? » Mouloud a répondu oui, Karim a répondu non (questionnaire du Céreq). L'un s'est déclaré discriminé, l'autre pas. Pourtant tous deux partagent la même origine, maghrébine ici, donc potentiellement stigmatisables et discriminables. Les réponses différentes de ces jeunes aux caractéristiques pourtant très proches interrogent. L'enquête Discriminations Ressenties et Inégalités Sociales (DRIS) a souhaité en savoir plus. Les chercheurs ont pris soin de retenir un groupe témoin constitué par des individus choisis parmi ces jeunes qui avaient répondu non à la question de l'enquête CEREQ Génération 98. Ils ont effectué des entretiens semi-directifs auprès de ce groupe témoin afin de vérifier s'ils ont réellement été épargnés, ou s'ils étaient concernés d'une manière ou d'une autre par les discriminations malgré leur réponse négative.

[http://www.ardis-recherche.fr/files/files\\_file\\_185.pdf](http://www.ardis-recherche.fr/files/files_file_185.pdf)

DUFLOS Julie, HIDRI NEYS Oumaya, **Entre perceptions accrues et recours marginaux : le paradoxe des discriminations selon l'apparence physique à l'embauche**, Les cahiers de la LCD (Lutte Contre les Discriminations) Vol. 6, 2018, pp. 99-116

Cet article met au jour un double paradoxe : « bien que depuis une vingtaine d'années, le cadre législatif antidiscriminatoire français se soit étoffé à plusieurs niveaux mais surtout, ait été modifié avec la volonté de faciliter les recours des victimes, les recours en justice pour discrimination à l'embauche selon l'apparence physique demeurent marginaux, au sein d'un contentieux pour discrimination, jugé lui-même faible mais « en augmentation ». Et ce, alors même que la littérature scientifique sur la question montre que les français sont de plus en plus nombreux à déclarer avoir subi ou avoir été témoins de discriminations à l'embauche en fonction d'attributs qui croisent cette dimension ».

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32295](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32295)

LARDEUX Laurent, **De la discrimination aux attitudes protestataires ? Enquête dans les lycées populaires**, Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP), 2018, 4 p.

Dans le cadre d'une vaste enquête réalisée auprès de 7 000 lycéens visant à mesurer leur degré d'adhésion à des thèses et pratiques radicales, l'INJEP participe plus spécifiquement au volet portant sur le sentiment d'injustice et de discrimination. Les résultats font apparaître un puissant désir de réussite de la part de lycéens déclarant pourtant subir de multiples injustices et discriminations. La forte adhésion des jeunes des quartiers populaires au modèle d'intégration, qui est censé garantir l'égalité des chances à chacun quelle que soit sa place sur le territoire français, peut toutefois engendrer de profondes frustrations en cas de défaillance de ce principe d'égalité.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32315](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32315)

ALESSANDRIN Arnaud, DAGORN Johanna, **L'expérience urbaine des discriminations**, Les cahiers de la LCD (Lutte Contre les Discriminations) Vol. 1, 2016, pp. 17-33

"Cet article se propose de revenir sur un dispositif de recherche action menée à Bordeaux et visant à mesurer l'expérience des discriminations, c'est-à-dire l'ensemble des discriminations ressenties par les habitant.e.s de la ville. Ces résultats nous permettront, après avoir exposé la méthodologie de recherche, de discuter point par point les grandes thématiques qui s'esquissent dans l'appréhension des discriminations (le logement, l'espace public, le rapport à la police...). Nous relèverons également les trois principaux critères de discriminations qui apparaissent dans cette enquête : les racismes, les sexismes et les homophobies. De ce point de vue, l'enquête dont nous discutons emprunte une lecture subjective des expériences de la discrimination et rend ces dernières particulièrement prismatiques."

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32231](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32231)

## Être victime de discrimination

ARIFOR - Pôle Ressources Intégration Lutte contre les discriminations et pour l'Égalité (PRILDE), **Du ressenti au vécu des discriminations par les victimes : synthèse des colloques de 2007 à Chaumont, Charleville-Mézières, Troyes, Reims, Châlons-en-Champagne**, Arifor, 2008, 36 p.

Ce fascicule reprend les synthèses de différentes interventions ayant eu lieu lors de colloques en Champagne Ardenne en 2007. Les éléments de cadrage sur les discriminations sont suivies d'interventions portant sur "comment penser l'action avec les victimes de discriminations ? » La troisième partie porte sur la prise en compte de la parole des victimes de discriminations avec des extraits de 4 tables rondes et « Comment les acteurs se saisissent de la parole des victimes ? » avec quelques éléments de réponses du monde extrajudiciaire, du monde judiciaire et des actions menées par des structures relais.

DUBET, François, **Ce qui nous unit. Discriminations, égalité, reconnaissance**, Seuil et La République des idées, 2016, 118 p.

Les discriminations reposent sur une double injustice. D'une part, elles portent atteinte au principe d'égalité des individus. D'autre part, elles dénie la valeur des identités. Chez ceux qu'elles frappent, ces exclusions provoquent un désir d'égalité, un effort pour être "comme les autres", ou, au contraire, une revendication d'existence, une manifestation publique de dignité. Demande d'égalité et d'invisibilité, d'une part ; besoin de reconnaissance et d'identité, de l'autre. Mais comment pouvons-nous être à la fois égaux et différents ? La seule manière d'échapper à cette contradiction est de construire un tiers définissant ce que nous avons en commun. Au thème de l'égalité des chances, il est nécessaire d'ajouter celui du commun et de l'égalité.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32425](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32425)

DUBET, François, COUSIN Olivier, MACÉ Éric, RUI Sandrine, **Pourquoi moi ? L'expérience des discriminations**, Paris, Seuil, 2013, 360 p.

Ce livre porte sur la manière dont les personnes discriminées pour tout un ensemble de raisons vivent ces discriminations. Les auteurs ont ciblé les minorités (migrants et descendants de migrant), les femmes et les minorités sexuelles. Ils s'intéressent à l'expérience même des discriminations, aux conditions sociales qui déterminent la nature de l'expérience des discriminations et pour finir aux effets des cadres réglementaires et des luttes contre les discriminations. Leur but est de savoir « ce que les discriminations font aux individus, mais aussi ce que les individus font des discriminations ».

FASSIN Didier, RECHTMAN Richard, **L'Empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime**, Paris, Flammarion, 2007, 460 p. (Documents et Essais)

Dans cet ouvrage, les auteurs, qui ont enquêté sur la genèse, l'expansion et les multiples usages du traumatisme, en explorent trois développement emblématiques : la victimologie psychiatrique ; la psychiatrie humanitaire ; la psychotraumatologie de l'exil. Ils décrivent ainsi trois politiques – de la réparation, du témoignage et de la preuve – dans lesquelles le traumatisme est moins une donnée psychologique qu'une ressource sociale ambiguë. S'il permet de défendre des causes, de revendiquer des droits, de justifier des actions publiques, il conduit aussi à exclure des groupes humains, à occulter des inégalités sociales et à produire de nouvelles hiérarchies d'humanité.

LEFRANC Sandrine, MATHIEU Lilian, **Mobilisations de victimes**, Presses Universitaires de Rennes, 2009, 222 p. (Res Publica)

Cet ouvrage analyse des mobilisations de victimes relevant de terrains variés. S'appuyant sur les acquis de la sociologie des mouvements sociaux, les auteurs abordent les problèmes délicats d'un rapport impartial de l'observateur scientifique à la victime, des phénomènes de concurrence et de mimétisme entre mouvements, des processus par lesquels des experts parlent pour les victimes, mais aussi de la manière dont « la victime » en vient à exister en revendiquant ce titre et en se faisant reconnaître comme telle.

## Accès au droit et accompagnement des victimes

BARCIK Bartłomiej, Ewa BOGALSKA-MARTIN, Oscar NAVARRO, Aline PREVERT, **Parcours institutionnels de victimes de discriminations**, Paris, 2012, 186 p.

Cette recherche a été subventionnée par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE). Elle se concentre sur l'analyse des parcours de victimes de discriminations auprès des institutions qui reçoivent et traitent leurs plaintes. Cette étude porte sur 3 objets clairement identifiés : les itinéraires institutionnels des plaintes déposées par les victimes déclarées, la mobilisation et l'usage de l'offre publique en matière de lutte contre les discriminations et les parcours bibliographiques des victimes de discriminations. Le croisement de 3 objets permettra de mettre en exergue l'identification et la compréhension des modes de recours aux dispositifs de lutte contre les discriminations. Elle explorera également la thématique du non-recours comme dimension observable lors de traitements réservés aux demandes des victimes.

BEN ACHOUR Slim, **L'avocat, acteur de la lutte contre les discriminations**, in *Les Cahiers de la justice*, n° 4, décembre 2010

L'auteur revient d'abord sur l'émergence dans notre société de cette question de la discrimination, et sur la façon dont l'avocat peut aborder le problème. La difficulté d'apporter une réponse juridique ou judiciaire est mise en évidence, et notamment la difficulté d'envisager une réponse pénale, qui se heurte très vite au problème de la preuve. Les voies civiles et administratives ne doivent pas être oubliées.

Les actions et perspectives pour lutter contre la discrimination sont par ailleurs envisagées, et notamment le rôle de l'avocat. Au-delà d'un travail d'information auprès de tous les acteurs (associations, syndicats...), et de conseil, des actions sont menées devant les tribunaux, avec de réels résultats.

BIANCUCCI Matthieu, **Inégalités dans l'accès au droit et à la justice**, Observatoire des inégalités, 28 décembre 2007

Défenseur des droits, **L'accès aux droits : construire l'égalité, Actes du colloque organisé par le défenseur des droits**, Décembre 2013, 93 p.

Réunissant acteurs associatifs, praticiens, institutionnels et chercheurs, ce colloque portait à la fois sur les fondements de l'accès aux droits et les expériences de terrain. En croisant les approches, elle visait à identifier les limites, contraintes et marges d'évolution des dispositifs pour contribuer à formuler des propositions concrètes d'améliorations en vue d'un accès simple et efficace des usagers et citoyens à leurs droits. Cette approche transversale des facteurs conditionnant l'accès aux droits s'articule autour de quatre grandes problématiques de l'accès aux droits : le non-recours, l'accès aux droits des plus démunis, accès aux droits et territoires, accès aux droits et organisation des services publics.

[https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc\\_num.php?explnum\\_id=17888](https://juridique.defenseurdesdroits.fr/doc_num.php?explnum_id=17888)

INAVEM, **40 propositions pour un droit des victimes en mouvement**, Mai 2014, 23 p.

MEDARD INGHILTERRA Robin, **Face à la fragmentation matérielle et formelle, plaider la consolidation du droit antidiscriminatoire en France**, Les cahiers de la LCD (Lutte Contre les Discriminations) Vol. 6, 2018, pp. 37-54.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32292](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32292)

NOËL Olivier, **Subjectivation des vécus, objectivation juridique des faits – Un dilemme pour l'évaluation des politiques relatives aux discriminations**, in *Informations Sociales*, n°148, juillet-août 2008, pp. 124-133.

Comment tenir compte du sentiment et du vécu des discriminations par les individus eux-mêmes ? Plusieurs enquêtes menées auprès de jeunes au sein des missions locales d'insertion montrent l'intériorisation du système discriminatoire. Ces barrières symboliques constituent une violence ordinaire qui alimente le sentiment d'injustice des victimes. (résumé auteur)

<https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2008-4-page-124.htm>

Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV), **Etat des lieux des pratiques d'accompagnement des victimes de discriminations et de leurs accès aux droits en Alsace**, Strasbourg, ORIV, sept. 2011, 51 p.

L'accès aux droits et l'accompagnement des victimes est un enjeu central du dispositif de prévention et de lutte contre les discriminations. Un dispositif juridique solide s'est progressivement construit permettant



aux personnes de faire valoir leurs droits et de se protéger contre ce délit. Pourtant des limites demeurent dans la pratique, et un certain nombre d'enjeux sont récurrents : un faible nombre de plaintes qui aboutissent, la difficulté de la preuve, la polysémie des expressions "victimes, accès aux droits". Ce dossier thématique présente un état des lieux réalisé auprès d'une dizaine de structures alsaciennes agissant auprès de publics se définissant ou pouvant être identifiés comme victimes afin de connaître plus finement ce que recouvrent leurs pratiques d'accompagnement, les atouts et les difficultés rencontrées sur le terrain dans le cadre de ces démarches. Sur le plus long terme, il s'agit par ce travail de contribuer à améliorer l'accompagnement en direction des personnes confrontées à l'expérience discriminatoire et leur accès aux droits.

[www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv\\_dossier\\_thematique\\_etat\\_lieux\\_victimes\\_discriminations1.pdf](http://www.oriv.org/wp-content/uploads/oriv_dossier_thematique_etat_lieux_victimes_discriminations1.pdf)

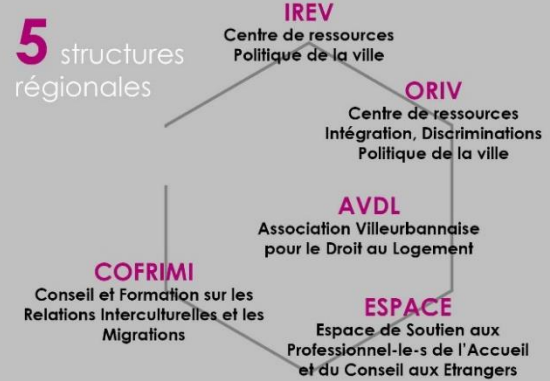
Secrétariat général du Comité interministériel de prévention de la délinquance, **Stratégie nationale de prévention de la délinquance, Boîte à outils « Aide aux victimes et accès aux droits »**, Sept. 2014, 112 p.

Ce guide méthodologique a été conçu comme une « boîte à outils » à destination des acteurs de terrain. Il a pour objet de répertorier et analyser les dispositifs existants en matière d'aide aux victimes et d'accès aux droits, relevant de l'initiative des pouvoirs publics et des associations, mis en œuvre au niveau national et à l'échelon départemental et local par des partenaires opérationnels. Il contribue à leur donner une meilleure lisibilité et visibilité.

<https://www.cipdr.gouv.fr/wp-content/uploads/2018/02/boi%CC%82te-a%CC%80-outils-aide-aux-victimes-et-acces-au-droit.pdf>



[reseau-reci.org](http://reseau-reci.org)  
[contact@reseau-reci.fr](mailto:contact@reseau-reci.fr)



Notre mission : produire des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

## La base documentaire

Notre base documentaire en ligne comporte plus de 20 000 références actuelles accessibles à tous, gratuitement.



[biblio.reseau-reci.org](http://biblio.reseau-reci.org)

Nos dernières expertises :

« Prévention des discriminations dans l'emploi : quel est le chemin parcouru depuis 10 ans ? »

« Parcours d'installation des primo-arrivants et diversité des territoires »



Suivez notre actualité sur les réseaux sociaux

**Scoop.it!** Panorama de presse du réseau RECI  
[twitter](https://twitter.com/ReseauRECI) @ ReseauRECI



Le réseau RECI est aussi acteur du Portail européen sur l'intégration. Créé par la Commission européenne, il travaille sur l'intégration dans les pays membres. Suivez son actualité sur Twitter @EWSIFrance

